

L'historique de l'adhésion britannique par Philippe Heyman (RTL, 2 décembre 1969)

Source: GB va adhérer au MC. Rappel de l'affaire anglaise / Philippe Heyman.- La Haye: RTL [Prod.], 02.12.1969. RTL, Paris. - SON (00:06:19, Montage, Son original).
Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_historique_de_l_adhesion_britannique_par_philippe_heyman_rtl_2_decembre_1969-fr-04f053b5-0049-44b0-b8aa-9ad37d26f2cc.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

L'historique de l'adhésion britannique par Philippe Heyman (RTL, 2 décembre 1969)

C'est pratiquement acquis maintenant : un jour ou l'autre on ouvrira des négociations avec la Grande-Bretagne pour discuter des conditions de son adhésion au Marché commun. En soi, cette adhésion prochaine constitue déjà un tournant dans la vie de l'Europe et pour bien le comprendre, il faut se souvenir des raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne n'est pas encore membre du Marché commun. À l'origine, dans les années '50 à '55, Londres ne croyait pas à l'Europe. Churchill, le vieux lion britannique, pensait encore que la vocation de la Grande-Bretagne était ailleurs. Pour lui, la grande île britannique, moitié grande comme la France, mais un peu plus peuplée qu'elle, est le point de rencontre de trois cercles : le cercle qui englobe l'Empire britannique, l'Asie et le Moyen-Orient surtout, celui qui renferme le monde atlantique, c'est-à-dire les États-Unis et le Canada, et le troisième cercle quienserme l'Europe continentale. Mais à mesure que les années passent, des colonies britanniques se détachent d'elle. L'Inde, le Pakistan, la Malaisie, les pays du Moyen-Orient prennent leur autonomie ou leur indépendance. Londres n'a plus que deux cercles. On ne croit toujours pas à l'Europe des Six. Et pour éviter de rester à l'écart des échanges commerciaux du continent, on crée, à partir de 1960, l'Association européenne de libre-échange avec la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Autriche, le Portugal, puis l'Irlande. Et puis, en 1961, Londres se décide à poser sa candidature au Marché commun. C'est l'époque des premiers quiproquos. De Gaulle reproche aux Anglais leurs liens spéciaux avec les États-Unis, leur atlantisme contraire à l'idée d'une Europe européenne. De Gaulle et Macmillan, le Premier ministre britannique, se rencontrent à Rambouillet, mais chacun ne retient des propos de l'autre que ce qu'il veut bien entendre. Le président français emploie des phrases elliptiques dont il a le secret, Macmillan, lui, marmonne dans sa moustache. De Gaulle, déjà méfiant envers les Anglais depuis son séjour à Londres, pendant la guerre, se confirme dans son idée que si les Britanniques entrent en Europe, c'en est fini d'une Europe indépendante. En janvier '63, brutalement, il met son veto. En mai '67, les Anglais posent à nouveau leur candidature. Une fois de plus, en décembre '67, De Gaulle met son veto. Et il faudra toute la persuasion et la fougue de l'honorable Christopher Soames, nouvel ambassadeur à Paris de sa gracieuse Majesté, gendre de Churchill, pour commencer à le fléchir. Mais on ne peut l'oublier, les Anglais parlent, au chewing-gum près, la même langue que les Américains. Il y a quelques jours encore, le Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, dont les membres sont pour la plupart des gaullistes, fidèles à la politique étrangère du général, publiait un long rapport dans lequel il classe la Grande-Bretagne parmi les pays qui se trouvent être au fond plus atlantiques qu'euro-péens. Et ce n'est de loin pas le seul problème. Si on fait entrer la Grande-Bretagne, il faudra aussi ouvrir la porte aux autres pays qui frappent : le Danemark, la Norvège, l'Irlande. Avec les Six actuels, on arrive ainsi à dix. Un jour aussi, il y aura bien l'Espagne, pourquoi pas également l'Autriche, la Suisse et la Suède, si on trouve un accommodement à leur statut de neutralité. Et puis, aussi peut-être dans le futur, des pays comme la Grèce ou la Yougoslavie. Quand on voit les difficultés qu'il y a eues à se mettre d'accord à six, on se demande logiquement ce qu'il en adviendra quand on sera dix ou quinze. C'est pour cela que Georges Pompidou considère qu'il faut commencer par consolider l'Europe avant de l'élargir. À quoi certains répondent que, depuis bon nombre d'années, c'est justement la France qui hésite sur la voie de la consolidation. Et puis, la question que d'autres se posent aujourd'hui est de savoir si la France peut économiquement supporter l'élargissement de l'Europe. L'Allemagne fédérale, sûre de son économie et de son industrie, n'a pas d'hésitation. La France, au contraire, est entre deux eaux. Elle amorce aujourd'hui les révisions déchirantes que les Britanniques ont accomplies deux ou trois ans plus tôt. Harold Wilson, lui, a dévalué la livre sterling en novembre '67. Aujourd'hui les finances extérieures britanniques recommencent à être équilibrées. L'Angleterre vient même hier de rembourser 200 millions de dollars que lui avait prêtés le Fonds monétaire international. Beaucoup pensent encore que Londres, ce sont surtout de vieux hôtels victoriens poussiéreux. Pourtant, c'est Londres qui a lancé la minijupe et on organisait des festivals pop à Hyde Park avant que l'on ne songe vainement à en organiser en France. Surtout et plus sérieusement, dans la plupart des secteurs industriels, les entreprises britanniques pèsent plus lourd que les françaises, quelquefois deux fois plus : dans la chimie, dans la construction électrique, dans l'automobile, dans l'alimentation. Pourtant, malgré toutes ces réticences, toutes ces inquiétudes, il est évident aujourd'hui que l'Europe ne se fera pas sans les Anglais. Bien sûr, ils ne seront sûrement pas membres à part entière avant 1973 ou 1974, mais le tout est de trouver comment, tout en ouvrant les portes, redonner une nouvelle impulsion à l'Europe. C'est cela la vraie question à laquelle les ministres des Affaires étrangères, puis les chefs d'État, devront répondre aujourd'hui à La Haye. Après tout, l'Europe, en train de s'enliser, devra peut-être son salut à la Grande-Bretagne.